

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

Numéro du dossier : PVM/MBT/2181128


Numéro du répertoire : 2018/82926

**KKO INTERNATIONAL**

société anonyme faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne  
 à 1050 Ixelles, Avenue Louise 363/19

TVA (BE) 0839.801.947 Registre des Personnes Morales Bruxelles (division francophone)

**TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL, DE L'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL, DE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET DU LIEU DE GESTION EFFECTIVE DE LA SOCIÉTÉ VERS LA FRANCE**

*des  
 notaires.*  


Ce jour, le dix-huit mai deux mille dix-huit.  
 A 1000 Bruxelles, Avenue Lloyd George 11.

Devant **Peter VAN MELKEBEKE**, notaire à Bruxelles, exerçant sa fonction dans la société "Berquin Notaires", ayant son siège social à Bruxelles, avenue Lloyd George, 11,

**S'EST REUNIE**

l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne **KKO INTERNATIONAL**, ayant son siège à 1050 Ixelles, Avenue Louise 363/19, ci-après dénommée "la Société".

**IDENTIFICATION DE LA SOCIETE**

La Société a été constituée en vertu d'un acte reçu par Maître Bertrand Nerincx, notaire associé à Bruxelles, le 29 septembre 2011, publié aux Annexes du Moniteur belge du 12 octobre suivant, sous le numéro 0153474.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par procès-verbal dressé par Maître Peter Van Melkebeke, notaire associé à Bruxelles, le 9 avril 2018, en cours de publication aux Annexes du Moniteur belge.

La Société est inscrite au registre des personnes morales, sous le numéro 0839.801.947.

**OUVERTURE DE L'ASSEMBLEE - COMPOSITION DU BUREAU**

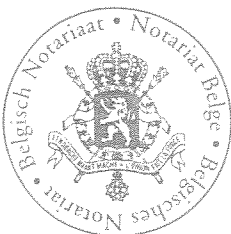
La séance est ouverte à 10 heures 55 minutes  
 sous la présidence de Maurice De Goffin, domicilié(e) à ci-après

nommé  
 qui désigne comme secrétaire : Maurice Osselaer, domicilié(e) à ci-après

nommé  
 L'assemblée nomme comme scrutateurs: décide de ne pas nommer

- 1 \_\_\_\_\_, domicilié(e) à \_\_\_\_\_
- 2 \_\_\_\_\_;
- 3 \_\_\_\_\_, domicilié(e) à \_\_\_\_\_
- 4 \_\_\_\_\_.

**COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE - LISTE DE PRESENCE**



Une liste de présences a été établie qui reprend, pour chaque actionnaire prenant part à l'assemblée en personne ou par mandataire, le nom et l'adresse, ou la dénomination sociale et le siège social ainsi que le nombre d'actions enregistrées et pour lequel chaque actionnaire a déclaré vouloir prendre part au vote.

Elle a été signée par chacun des actionnaires présents et/ou les mandataires.

L'original de la liste de présences restera annexé au présent procès-verbal. L'original des procurations seront conservés dans les archives de la Société.

Ensuite, la liste de présences a été par moi, notaire, pourvue de la mention « annexe » et clôturée par les paraphe/la signature des membres du bureau et du notaire soussigné.

#### **EXPOSE DU PRESIDENT**

Le président expose et me requiert, moi, notaire, d'acter ce qui suit :

##### **I. La présente assemblée a pour ordre du jour :**

1. **Transfert du siège social, de l'établissement principal, de l'administration centrale et du lieu de gestion effective de la Société à 75116 Paris, 9 avenue Bugeaud (France) -** Proposition de transférer le siège social, l'établissement principal, l'administration centrale et le lieu de gestion effective de la Société à 75116 Paris, 9 avenue Bugeaud (France) et d'adopter la nationalité française, sans dissolution ni liquidation préalable et sous le bénéfice de la continuité de la personnalité juridique de la Société ; ce transfert sera réalisé dès l'immatriculation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris, ci-après la "*Réalisation du Transfert*". Prise de connaissance de la communication de l'Autorité des services et marchés financiers selon laquelle elle a décidé de ne pas faire application de son droit de veto sur l'opération de transfert.
2. **Constatation et confirmation du transfert du siège social, de l'établissement principal, de l'administration centrale et du lieu de gestion effective de la Société, de la forme juridique de la Société et de son capital, et ce à partir de la Réalisation du Transfert -** Proposition de constatation et de confirmation qu'à partir de la Réalisation du Transfert, le siège social, l'établissement principal, l'administration centrale et le lieu de gestion effective de la Société seront transférés et que la Société sera soumise au droit français, que la Société adoptera en France la forme juridique d'une "société anonyme de droit français" et que le capital social de la Société s'élève à douze millions six cent un mille six cent vingt euros vingt-deux cents (€ 12.601.620,22).
3. **Approbation du nouveau texte des statuts de la Société -** Proposition d'approuver le nouveau texte des statuts en vue de les mettre en conformité avec les prescrits légaux français applicables, prenant effet à partir et sous condition de la Réalisation du Transfert.
4. **Nomination du commissaire. Prise de connaissance de la démission des administrateurs et du commissaire et de la nomination des nouveaux administrateurs et des commissaires aux comptes, prenant effet à partir de la Réalisation du Transfert -** Proposition de nommer un commissaire afin d'auditer les comptes sociaux relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date de Réalisation du Transfert. Proposition de prendre connaissance et d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire de la Société et la nomination des nouveaux administrateurs et des commissaires aux comptes de la Société en tant que société anonyme de droit français, et ce prenant effet à partir et sous condition de la Réalisation du Transfert.
5. **Délégation de pouvoirs -** Proposition de (a) déléguer les pouvoirs suivants (i) à tout avocat du cabinet CMS DeBacker, avec faculté de subdélégation, pour exécuter les décisions prises à l'occasion de cette assemblée générale extraordinaire afin de, notamment mais sans être limité à, modifier et/ou radier l'immatriculation de la Société

auprès de la Banque Carrefour des Entreprises et auprès de toute administration compétente en Belgique et (ii) à chaque avocat et/ou collaborateur du cabinet HBC Avocats (France), avec faculté de subdélégation, afin de procéder à toutes les formalités utiles et nécessaires en France pour réaliser le transfert du siège social, de l'établissement principal, de l'administration centrale et du lieu de gestion effective de la Société de la Belgique vers la France et de (b) donner procuration aux personnes susvisées, chacune agissant seule, avec droit de substitution, afin (pour autant que nécessaire) de comparaître devant le notaire soussigné ou un de ses associés afin de faire constater la Réalisation du Transfert du siège de la Société et afin de lui remettre un extrait délivré par le Registre du Commerce et des Sociétés de Paris (France) attestant l'immatriculation de la Société.

## II. Convocations

Avant l'ouverture de la séance, les justificatifs des avis de convocation, parus au *Moniteur belge* et dans la presse ont été remis au président. Le président a constaté que les dates de parution des avis sont les suivantes :

- a) le *Moniteur belge* du 4 mai 2018 ;
- b) *La Libre* du 4 mai 2018.

Le président déclare que les convocations contenant l'ordre du jour, les modèles de procuration ainsi que le nouveau texte des statuts modifié suite à la décision de transfert en France proposé à l'ordre du jour, ont par ailleurs été mis à la disposition des actionnaires sur le site web de la Société à partir du 4 mai 2018.

Le président a également constaté, en prenant connaissance de la copie des lettres envoyées, que les convocations ont été envoyées par simple lettre datée du 4 mai 2018 aux titulaires d'actions nominatives, aux détenteurs de droits de souscription et obligations, aux administrateurs et au commissaire, conformément aux articles 533 et 535 du Code des sociétés.

Le notaire instrumentant a éclairé tous les actionnaires présents et représentés sur l'article 533 du Code des sociétés (i) selon lequel les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée dans le *Moniteur belge* et quinze jours au moins avant l'assemblée, dans un organe de presse de diffusion nationale et (ii) selon lequel ces convocations sont communiquées par lettre ordinaire, quinze jours avant l'assemblée, aux actionnaires, porteurs d'obligations ou titulaires d'un droit de souscription en nom, aux titulaires de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la Société, aux administrateurs et aux commissaires.

Le notaire instrumentant constate et informe tous les actionnaires présents et représentés que le délai de convocation de la présente assemblée a été de quinze jours, en ce compris le jour de publication de la convocation dans la presse et le jour d'envoi des lettres ordinaires alors qu'il est d'usage que le délai soit de quinze jours francs, c'est-à-dire sans inclure le jour de parution de la publication ou le jour d'envoi des lettres ordinaires. Il est dès lors d'avis que la computation des délais de la présente assemblée pourrait être considérée comme un non-respect de l'article 533 du Code des sociétés.

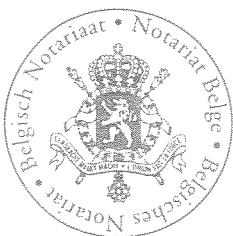
Le bureau et tous les actionnaires présents et représentés requièrent expressément le notaire instrumentant d'acter les résolutions relatives aux points inscrits à l'ordre du jour.

## III. Vérification des pouvoirs des participants à l'assemblée

Les certificats d'enregistrement, les intentions de participer et les procurations ont été soumis au bureau en vue de la vérification des règles de participation à l'assemblée générale.

Les originaux seront conservés dans les archives de la Société.

## IV. Constatation du quorum de présence



Deuxième  
feuille

Il existe actuellement douze millions six cent quarante et un mille six cent cinquante (12.641.650) actions qui représentent le capital social, sans mention de valeur nominale.

Il résulte de la liste de présences que 21 actionnaires ont déposé un certificat d'enregistrement (ou étaient enregistrés dans le registre des actions nominatives de la Société à la date d'enregistrement) et ont notifié au préalable leur intention de participer à la présente assemblée générale conformément aux termes de la convocation, (ii) que 21 actionnaires sont présents ou représentés et (iii) qu'il est pris part au vote (en personne ou par mandataire) pour un nombre total de 6.962.382 actions.

Par conséquent, ceux qui assistent à l'assemblée représentent la moitié du capital comme requis par l'article 558 du Code des sociétés.

#### **V. Droit de vote**

Chaque action donne droit à une voix, conformément à l'article 41 des statuts.

Par conséquent, il sera pris part au vote à concurrence de 6.962.382 voix.

Conformément à l'article 537 du Code des sociétés, les titulaires de droits de souscription et d'obligations peuvent assister aux assemblées générales avec voix consultative seulement. Pour ce faire, ces titulaires doivent respecter les mêmes formalités d'admission que celles qui s'appliquent aux propriétaires d'actions et qui sont décrites ci-avant.

#### **VI. Majorité requise**

Pour être adoptées, les propositions de résolutions reprises à l'ordre du jour doivent réunir les trois/quarts des voix présentes ou valablement représentées participant au vote. En outre, ceux qui participent à l'assemblée doivent représenter la moitié du capital social comme prescrit à l'article 558 du Code des sociétés.

#### **QUESTIONS**

Conformément à l'article 40 des statuts, le président invite les participants qui le souhaitent à poser les questions que les points figurant à l'ordre du jour appelleraient de leur part.

Avant de passer la parole à l'audience, le président expose qu'aucun actionnaire a utilisé la possibilité de poser des questions par écrit comme prévu à l'article 540 du Code des sociétés.

Le président constate ensuite la clôture des débats.

#### **CONSTATATION DE LA VALIDITE DE L'ASSEMBLEE**

Cet exposé est vérifié et reconnu exact par l'assemblée; celle-ci se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur les points à l'ordre du jour.

#### **DELIBERATION - RÉSOLUTIONS**

L'assemblée aborde l'ordre du jour et prend, après délibération, les décisions suivantes:

**PREMIERE RÉSOLUTION : Transfert du siège social, de l'établissement principal, de l'administration centrale et du lieu de gestion effective de la Société en France.**

L'assemblée décide de transférer le siège social, l'établissement principal, l'administration centrale et le lieu de gestion effective de la Société à 75116 Paris, 9 avenue Bugeaud (France) et décide d'adopter la nationalité française, sous le bénéfice de la continuité de la personnalité juridique et sans dissolution et liquidation préalable.

Ce transfert sera réalisé, sans effet rétroactif, sous la condition suspensive et dès l'immatriculation de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris, ci-après la "*Réalisation du Transfert*".

L'assemblée prend connaissance de la communication de l'Autorité des services et marchés financiers (la "*FSMA*") en date du 9 avril 2018 selon laquelle la décision de transfert du siège social, de l'établissement principal, de l'administration centrale et du lieu de gestion effective de la Société en France, dont il est question ci-dessus, ne requiert pas son approbation.

Le transfert du siège social, de l'établissement principal, de l'administration centrale et

du lieu de gestion effective de la Société en France est autorisé par le droit français et belge et se passe dans le respect de la législation française et belge. Le transfert du siège social, de l'établissement principal, de l'administration centrale et du lieu de gestion effective se produit donc conformément à l'article 112 du Code de droit international privé sans interruption de la personnalité juridique.

Étant donné que l'établissement principal de la Société s'installe dans un autre pays, la Société sera régie par le droit français sous la condition suspensive et à partir de la Réalisation du Transfert, conformément à l'article 112 du Code de droit international privé.

Vote :

Cette proposition est adoptée comme repris ci-après :

|            |           |
|------------|-----------|
| POUR       | 6.962.382 |
| CONTRE     | /         |
| ABSTENTION | /         |

**DEUXIEME RÉOLUTION : Constatation et confirmation du transfert du siège social, de la forme juridique de la Société et de son capital.**

L'assemblée constate et confirme que sous la condition suspensive et à partir de la Réalisation du Transfert, le siège social, l'établissement principal, l'administration centrale et le lieu de gestion effective de la Société seront transférés et que la Société sera soumise au droit français, que la Société adoptera en France la forme juridique d'une "société anonyme de droit français" et que le capital social de la Société s'élève à douze millions six cent un mille six cent vingt euros vingt-deux cents (€ 12.601.620,22).

Vote :

Cette proposition est adoptée comme repris ci-après :

|            |           |
|------------|-----------|
| POUR       | 6.962.382 |
| CONTRE     | /         |
| ABSTENTION | /         |

**TROISIEME RÉOLUTION : Approbation du nouveau texte des statuts de la Société.**

L'assemblée décide d'adopter, sous la condition suspensive et à partir de la survenance de la Réalisation du Transfert, le nouveau texte des statuts repris ci-après :

"TITRE I

FORME, DENOMINATION, OBJET, SIEGE ET DUREE DE LA SOCIÉTÉ

**ARTICLE 1 ~ FORME**

*La société a été constituée sous la forme d'une société anonyme de droit belge en vertu d'un acte reçu par Maître Bertrand Nerincx, notaire associé à Bruxelles, le 29 septembre 2011, publié aux Annexes du Moniteur belge du 12 octobre suivant, sous le numéro 0153474.*

*Aux termes d'un procès-verbal dressé par Maître Peter Van Melkebeke, Notaire à Bruxelles, le 18 mai 2018, les actionnaires de la société ont décidé de transférer le siège social de la Société en France au 9 Avenue Bugeaud 75116 Paris et de transformer la société en société anonyme de droit français.*

*La société est régie par le livre II du Code de commerce et par les présents statuts.*

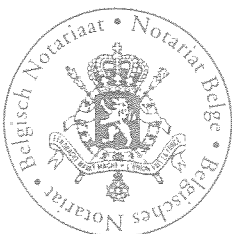
**ARTICLE 2 ~ DENOMINATION**

*La dénomination de la société est :*

**KKO INTERNATIONAL**

*Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination devra toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots : « Société anonyme » ou des initiales « S.A. » et de l'énonciation du capital.*

**ARTICLE 3 ~ OBJET SOCIAL**



Troisième  
feuillet

*M*  
*c*

*La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation avec des tiers :*

- *La prise de participations, directe ou indirecte, dans le capital de toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières ;*
- *Le contrôle de leur gestion ou la participation à celle-ci par la prise de tous mandats au sein desdites sociétés ou entreprises ;*
- *L'achat, l'administration, la vente de toutes valeurs mobilières et immobilières, de tous droits sociaux et d'une manière plus générale, toutes opérations de gestion du portefeuille ainsi constitué ;*
- *La création et l'accompagnement d'entreprises nouvelles ;*
- *La fourniture de tous services, études, audits et conseils ainsi que la formation, aux entreprises apparentées ainsi qu'aux entreprises non apparentées, dans les domaines suivants : stratégie, organisation, management, fusion et acquisition ;*
- *L'organisation de séminaires, de formations et d'événements d'entreprises ;*
- *La constitution et la valorisation d'un patrimoine immobilier, tant en immeubles qu'en droits réels immobiliers, notamment l'achat, la vente, l'échange, la négociation, la transaction, la gestion, le leasing, la location meublée ou non tant en qualité de bailleur que de locataire, le lotissement, l'expertise, la revente, le courtage, la promotion, de tout biens immobiliers et en général de quelque nature, situés en France ou à l'étranger ;*
- *La réalisation et la commercialisation de tous types de support en rapport avec l'objet social.*

*La société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet.*

*Elle peut s'intéresser, par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription, de prise de participation ou toute autre forme d'investissement en titres ou droits mobiliers, d'intervention financière ou autrement, dans toutes affaires, entreprises, associations ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits et services.*

*La société peut exercer les fonctions d'administrateur, de gérant ou de liquidateur dans d'autres sociétés.*

#### **ARTICLE 4 ~ SIEGE SOCIAL**

*Le siège social est sis : 9 Avenue Bugeaud – 75116 Paris.*

*Il peut être transféré en tout autre endroit sur le territoire français par simple décision du conseil d'administration, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire.*

*Lors d'un transfert décidé par le conseil d'administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts et à procéder aux formalités de publicité et de dépôt qui en résultent à la condition d'indiquer que le transfert est soumis à la ratification visée ci-dessus.*

*Le conseil d'administration a la faculté de créer, déplacer, fermer des agences, succursales partout où il le jugera utile.*

#### **ARTICLE 5 ~ DUREE**

*La société a une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire.*

#### **TITRE II**

CAPITAL SOCIAL ET ACTIONSARTICLE 6 ~ CAPITAL SOCIAL - APPORTS

## 6.1 Apports

Lors de la constitution de la société, aux termes d'un acte reçu par le notaire Maître Bertrand NERINCX, notaire associé à Bruxelles, le 29 septembre 2011, le capital social s'élevait dix-huit mille six cents euros (18.600 €), représenté par cent quatre-vingt-six (186) parts sociales, sans mention de valeur nominale, souscrites en espèces et entièrement libérées.

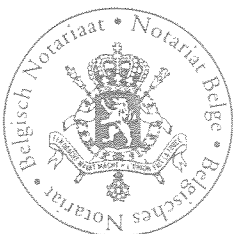
Aux termes d'un procès-verbal dressé par Maître Eric JACOBS, notaire associé à Bruxelles, le 31 juillet 2012, l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social à concurrence de quatre mille six cent cinquante euros (4.650,00 €) pour le porter de dix-huit mille six cents euros (18.600,00 €) à vingt-trois mille deux cent cinquante euros (23.250,00 €) avec création de quatre mille six cent cinquante (4.650) parts sociales nouvelles.

Aux termes d'un procès-verbal dressé par Maître Eric JACOBS, notaire associé à Bruxelles, le 3 août 2012, l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social, à concurrence de quatre-vingt-treize-mille euros (93.000 €), pour le porter de vingt-trois-mille-deux-cent-cinquante euros (23.250 €) à cent-seize-mille-deux-cent-cinquante euros (116.250 €), sans émission de nouvelle part sociale, puis de modifier la forme juridique de la société sans changement de la personnalité juridique et de transformer la société pour adopter la forme d'une société anonyme, les vingt-trois-mille-deux-cent-cinquante (23.250) parts existantes étant transformées en vingt-trois-mille-deux-cent-cinquante (23.250) actions nominatives, sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un vingt-trois-mille-deux-cent-cinquantième (1/23.250) de l'avoir social.

Aux termes d'un procès-verbal dressé par Maître Guy DESCAMPS, notaire associé à Saint-Gilles, le 23 décembre 2014, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de réduire le capital social, à concurrence de dix-sept mille quatre cent trente-cinq euros (17.435 €), pour le ramener de cent seize mille deux cent cinquante euros (116.250 €) à quatre-vingt-dix-huit mille huit cent quinze euros (98.815 €), par l'annulation de trois mille quatre cent quatre-vingt-sept (3.487) titres.

Aux termes d'un procès-verbal dressé par Maître Peter VAN MELKEBEKE, notaire associé à Bruxelles, le 17 avril 2015, l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social à concurrence de sept mille quatre cent dix euros (7.410,00 €), pour le ramener de quatre-vingt-dix-huit mille huit cent quinze euros (98.815,00 €) à cent six mille deux cent vingt-cinq euros (106.225,00 €), avec création de mille quatre cent quatre-vingt-deux (1.482) nouvelles actions. Lors de l'augmentation de capital une prime d'émission à concurrence d'un million quatre cent quatre-vingt-douze mille cinq cent quatre-vingt-dix euros (1.492.590,00 €) a été payée. Ensuite le capital social a été augmenté une seconde fois, par incorporation de ladite prime d'émission et les primes d'émissions inscrites au bilan, pour ramener le capital social de cent six mille deux cent vingt-cinq euros (106.225,00 €) à un million neuf cent quatre-vingt-quatre mille sept cent soixante-cinq euros (1.984.765,00 €), sans création de nouvelles actions. Ensuite l'assemblée générale extraordinaire a décidé de réduire le capital à concurrence d'un montant d'un million trois cent quatre-vingt-dix-six mille huit cent soixante et onze euros soixante-trois cents (1.396.871,63 €) par amortissement des pertes, sans annulation d'actions, pour ramener le capital social d'un million neuf cent quatre-vingt-quatre mille sept cent soixante-cinq euros (1.984.765,00 €) à cinq cent quatre-vingt-sept mille huit cent quatre-vingt-treize euros trente-sept cents (587.893,37 €), représenté par vingt et un mille deux cent quarante-cinq (21.245) actions, sans désignation de valeur nominale.

Aux termes d'un procès-verbal dressé par Maître Peter VAN MELKEBEKE, notaire associé à Bruxelles, le 30 juillet 2015, l'assemblée générale extraordinaire a décidé (i) de supprimer les



Quatrième  
feuille

*[Handwritten signature]*  
c t

différentes catégories d'actions (ii) de fractionner une première fois les actions existantes par 2 (iii) d'augmenter le capital social à concurrence de 349.600,00 EUR pour le porter de 587.893,37 EUR à 937.493,37 EUR, avec création de neuf mille trois cents (9.300) nouvelles actions suite à la fusion par absorption de KKO Investors, (vi) de réduire le capital social à concurrence de 483.600,00 EUR pour le ramener de 937.493,37 EUR à 453.893,37 EUR avec annulation de neuf mille trois cent (9.300) actions propres et (v) de fractionner une deuxième fois les actions existantes par 117.

Aux termes d'un procès-verbal dressé par Maître Peter VAN MELKEBEKE, notaire associé à Bruxelles, le 23 octobre 2015, le capital a été augmenté à concurrence de 15.441.807,52 EUR pour le porter à 15.895.700,89 EUR avec émission de 4.784.270 actions.

Aux termes d'un procès-verbal dressé par Maître Peter VAN MELKEBEKE, notaire associé à Bruxelles, le 21 juin 2017, le capital a été réduit par apurement de pertes à concurrence de 6.169.797,48 EUR pour le porter à 9.725.903,41 EUR sans annulations d'actions.

Aux termes d'un procès-verbal dressé par Maître Peter VAN MELKEBEKE, notaire associé à Bruxelles, le 28 juillet 2017, le capital a été augmenté, dans le cadre du capital autorisé, d'une part par apport en numéraire à concurrence de 1.200.000 EUR avec émission de 1.200.000 actions et d'autre part par apport en nature à concurrence de 1.199.623 EUR avec émission de 1.199.623 actions de sorte que le capital est porté à 12.125.526,41 EUR représenté par 12.155.223 actions.

Aux termes d'un procès-verbal dressé par Maître Peter VAN MELKEBEKE, notaire associé à Bruxelles, le 26 octobre 2017, le capital a été augmenté à concurrence de 980,10 EUR pour le porter à 12.126.506,51 EUR avec émission de 9.801 actions.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Peter VAN MELKEBEKE, notaire à Bruxelles, le 6 décembre 2017, il a été constaté que le capital a été augmenté à concurrence de 91.365,69 EUR pour le porter à 12.217.872,22 EUR avec émission de 91.659 actions.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Peter VAN MELKEBEKE, notaire à Bruxelles, le 29 janvier 2018, il a été constaté que le capital a été augmenté à concurrence de 137.052,64 EUR pour le porter à 12.354.924,86 EUR avec émission de 137.488 actions.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Peter Van Melkebeke, notaire à Bruxelles, le 9 avril 2018, il a été constaté que le capital a été augmenté à concurrence de 246.695,36 EUR pour le porter à 12.601.620,22 EUR avec émission de 247.479 actions.

## 6.2 Capital social

Le capital social est fixé à la somme de douze millions six cent un mille six cent vingt euros vingt-deux cents (€ 12.601.620,22).

Il est divisé en douze millions six cent quarante et un mille six cent cinquante (12.641.650) actions, sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un/douze millions six cent quarante et un mille six cent cinquantième (1/12.641.650ième) du capital social, intégralement libérées.

### **ARTICLE 7 ~ FORME**

Les actions entièrement libérées revêtent la forme nominative ou au porteur, au choix de chaque actionnaire en ce qui le concerne, sous réserve, toutefois, de l'application des dispositions légales relatives à la forme des actions détenues par certaines personnes physiques ou morales. Les actions non entièrement libérées revêtent obligatoirement la forme nominative.

Les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La propriété des actions délivrées sous la forme nominative résulte de leur inscription en compte nominatif.

### **ARTICLE 8 ~ CESSIONS – IDENTIFICATION DES PORTEURS DE TITRES – FRANCHISSEMENT**



**DE SEUILS**

- 8.1 Les actions inscrites en compte se transmettent librement par virement de compte à compte, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.
- 8.2 La société pourra en outre, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, à tout organisme habilité, le nom, ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont ces titres peuvent être frappés.
- 8.3 Toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions ou de droits de vote représentant plus de l'un des seuils fixés par la loi doit respecter les obligations d'information prévues par celle-ci dans le délai imparti. La même information est également donnée lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils légaux.

En outre, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à détenir, ou cesse de détenir, directement ou indirectement, une fraction égale ou supérieure à 2% du capital social ou des droits de vote de la Société, doit informer la Société du nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède ainsi que des valeurs mobilières donnant accès au capital et aux droits de vote qui y sont potentiellement attachés au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au siège social au plus tard à la clôture du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement de seuil.

Pour la détermination des seuils visés ci-dessus, il est tenu compte également des actions ou droits de vote détenus indirectement et des actions ou des droits de vote assimilés aux actions ou aux droits de vote possédés tels que définis par les dispositions des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce.

En cas de non-respect des dispositions prévues ci-dessus, les sanctions prévues par la loi en cas d'inobservation de l'obligation de déclaration de franchissement des seuils légaux ne s'appliqueront aux seuils statutaires que sur demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 2% au moins du capital ou des droits de vote de la Société.

Sous réserve des stipulations ci-dessus, cette obligation statutaire est régie par les mêmes dispositions que celles régissant l'obligation légale, en ce compris les cas d'assimilation aux actions possédées prévus par les dispositions légales et réglementaires.

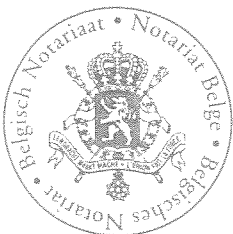
La Société porte à la connaissance du public et des actionnaires, dans son rapport financier semestriel et dans son rapport annuel, les informations qui lui auront été notifiées. Elle se réserve, en outre, la faculté de porter à la connaissance du public et des actionnaires le non-respect de l'obligation susvisée par la personne concernée.

**ARTICLE 9 ~ DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

Les droits et obligations attachés à l'action suivent celle-ci, dans quelque main qu'elle passe et la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir et, le cas échéant, la quote-part des réserves et des provisions.

La propriété de l'action entraîne, ipso facto, l'approbation par le titulaire des présents statuts ainsi que celle des décisions des assemblées générales d'actionnaires.

Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement, chaque actionnaire a autant de droits de vote et exprime en assemblée autant de voix qu'il possède d'actions libérées des versements exigibles. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à



Cinquième  
et dernier  
feuillet

*(Handwritten signature)*

une voix.

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices, et dans le boni de liquidation à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes.

Les augmentations et réductions du capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus. L'assemblée générale extraordinaire pourra décider que les éventuels rompus seront cédés et leur prix réparti conformément aux dispositions légales et réglementaires ou bien encore que les actionnaires possédant un nombre de titres inférieur à celui requis pour exercer un droit de conversion, d'échange ou d'attribution doivent faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des titres nécessaires

#### **ARTICLE 10 ~ LIBERATION DES ACTIONS**

Les sommes à verser pour la libération en numéraire des actions souscrites au titre d'une augmentation de capital sont payables dans les conditions prévues par l'assemblée générale extraordinaire.

Le versement initial ne peut être inférieur au quart de la valeur nominale des actions ; il comprend, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission.

Le versement du surplus est appelé par le conseil d'administration en une ou plusieurs fois dans un délai de cinq ans à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Les quotités appelées, et la date à laquelle les sommes correspondantes doivent être versées, sont notifiées à chaque actionnaire, quinze jours au moins avant la date d'exigibilité.

L'actionnaire qui n'effectue pas à leur échéance les versements exigibles sur les actions dont il est titulaire est, de plein droit et sans mise en demeure préalable, redevable à la Société d'un intérêt de retard calculé au jour le jour, sur la base d'une année de 365 jours, à partir de la date d'exigibilité, au taux légal en matière commerciale majoré de trois points, sans préjudice de l'action personnelle de la Société contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

### **TITRE III**

#### **ADMINISTRATION DE LA SOCIETE**

#### **ARTICLE 11 ~ CONSEIL D'ADMINISTRATION**

##### **11.1. Composition**

La Société est administrée par un conseil composé de personnes physiques ou morales dont le nombre est fixé par l'assemblée générale ordinaire dans les limites de la loi.

Toute personne morale doit, lors de sa nomination, désigner une personne physique en qualité de représentant permanent au conseil d'administration. La durée du mandat du représentant permanent est la même que celle de l'administrateur personne morale qu'il représente. Lorsque la personne morale révoque son représentant permanent, elle doit aussitôt pourvoir à son remplacement. Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de décès ou démission du représentant permanent.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années. Le mandat d'un administrateur prend fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles ; ils peuvent être révoqués à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Les nominations effectuées par le conseil, en vertu de l'alinéa ci-dessus, sont soumises à

la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

Lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire, en vue de compléter l'effectif du conseil.

Un salarié de la Société peut être nommé administrateur. Son contrat de travail doit toutefois correspondre à un emploi effectif. Il ne perd pas, dans ce cas, le bénéfice de son contrat de travail.

Le nombre des administrateurs qui sont liés à la Société par un contrat de travail ne peut excéder le tiers des administrateurs en fonction.

Le nombre des administrateurs qui sont âgés de plus de 80 ans ne peut excéder le tiers des administrateurs en fonction. Lorsque cette limite vient à être dépassée en cours de mandat, l'administrateur le plus âgé est d'office réputé démissionnaire à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires la plus proche.

#### **11.2. Présidence**

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président qui doit être une personne physique. Il détermine la durée de ses fonctions, qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur, et peut le révoquer à tout moment. Le conseil fixe sa rémunération.

Le président organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le président du conseil ne peut être âgé de plus de 80 ans. Si le président atteint cette limite d'âge au cours de son mandat de président, il est réputé démissionnaire d'office. Son mandat se prolonge cependant jusqu'à la réunion la plus prochaine du conseil d'administration au cours de laquelle son successeur sera nommé. Sous réserve de cette disposition, le président du conseil est toujours rééligible.

#### **ARTICLE 12 ~ REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

12.1. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

12.2. Les administrateurs sont convoqués aux séances du conseil par le président. La convocation peut être faite par tous moyens, par écrit ou oralement.

Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

De plus, lorsque le conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des administrateurs peut demander au président de convoquer le conseil sur un ordre du jour déterminé. Le président ne peut refuser de déférer à cette demande.

Lorsqu'il a été constitué un comité d'entreprise, les représentants de ce comité, désignés conformément aux dispositions du code du travail, devront être convoqués à toutes les réunions du conseil d'administration.

Les réunions du conseil ont lieu soit au siège social soit en tout autre endroit en France ou hors de France.

12.3. Pour la validité des délibérations du conseil, le nombre des membres présents doit être au moins égal à la moitié des membres.

Les décisions du conseil d'administration seront prises à la majorité des voix ; en cas de partage des voix, celle du président de séance n'est pas prépondérante.

12.4. Un règlement intérieur éventuellement adopté par le conseil d'administration pourra prévoir, notamment, que seront réputés présents, pour le calcul du quorum et de la

majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence ou de télécommunication conformes à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions visées aux articles L. 232-1 et L. 233-16 du Code de commerce.

12.5. Chaque administrateur reçoit les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et de son mandat et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

12.6. Tout administrateur peut donner, même par lettre, télégramme, télex ou télécopie, pouvoir à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil, mais chaque administrateur ne peut disposer au cours d'une séance que d'une seule procuration.

12.7. Les copies ou extraits des délibérations du conseil d'administration sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, le directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

#### **ARTICLE 13 ~ POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

En outre, le conseil d'administration exerce les pouvoirs spéciaux qui lui sont conférés par la loi.

Le conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

#### **ARTICLE 14 ~ DIRECTION GENERALE**

14.1. La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le directeur général ne peut être âgé de plus de 80 ans. Si le directeur général atteignait cette limite d'âge, il serait réputé démissionnaire d'office. Son mandat se prolongerait cependant jusqu'à la réunion la plus prochaine du conseil d'administration au cours de laquelle le nouveau directeur général serait nommé.

Lorsque le directeur général a la qualité d'administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le conseil d'administration peut le révoquer à tout moment. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommage intérêts, sauf lorsque le directeur général

*assume les fonctions de président du conseil d'administration.*

*14.2 Sur simple délibération prise à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés, le conseil d'administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées au premier alinéa du paragraphe 14.1. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions légales et réglementaires.*

*Le choix du conseil d'administration ainsi effectué reste en vigueur jusqu'à une décision contraire du conseil ou, au choix du conseil, pour la durée du mandat du directeur général.*

*Lorsque la direction générale de la Société est assumée par le président du conseil d'administration, les dispositions applicables au directeur général lui sont applicables.*

*Conformément aux dispositions de l'article 706-43 du Code de procédure pénale, le directeur général peut valablement déléguer à toute personne de son choix le pouvoir de représenter la Société dans le cadre des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de celle-ci.*

*14.3. Sur la proposition du directeur général, le conseil d'administration peut donner mandat à une ou plusieurs personnes physiques d'assister le directeur général en qualité de directeur général délégué.*

*En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Le conseil d'administration fixe leur rémunération. Lorsqu'un directeur général délégué a la qualité d'administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.*

*A l'égard des tiers, les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le directeur général ; les directeurs généraux délégués ont notamment le pouvoir d'ester en justice.*

*Le nombre de directeurs généraux délégués ne peut être supérieur à cinq.*

*Le ou les directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur proposition du directeur général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.*

*Un directeur général délégué ne peut être âgé de plus de 80 ans. Si un directeur général délégué en fonction atteignait cette limite d'âge, il serait réputé démissionnaire d'office. Son mandat se prolongerait cependant jusqu'à la réunion la plus prochaine du conseil d'administration au cours de laquelle un nouveau directeur général délégué pourrait éventuellement être nommé.*

*Lorsque le directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, le ou les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général.*

#### **ARTICLE 15 - COLLEGE DE CENSEURS**

*L'assemblée générale ordinaire peut nommer des censeurs. Le conseil d'administration peut également en nommer directement, sous réserve de ratification par la plus prochaine assemblée générale.*

*Les censeurs, dont le nombre ne peut excéder cinq, forment un collège. Ils sont choisis librement à raison de leur compétence.*

*Ils sont nommés pour une durée de trois années prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé.*

*Le collège de censeurs étudie les questions que le conseil d'administration ou son président soumet, pour avis, à son examen. Les censeurs assistent aux séances du conseil d'administration et prennent part aux délibérations avec voix consultative seulement, sans que toutefois leur absence puisse affecter la validité des délibérations.*

*Ils sont convoqués aux séances du conseil dans les mêmes conditions que les*

administrateurs.

*Le conseil d'administration peut rémunérer les censeurs par prélèvement sur le montant des jetons de présence alloué par l'assemblée générale aux administrateurs.*

**ARTICLE 16 ~ CONVENTIONS SOUMISES A AUTORISATION**

*16.1. Les cautions, avals et garanties, donnés par la Société doivent être autorisés par le conseil d'administration dans les conditions prévues par la loi.*

*16.2. Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.*

*Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée.*

*Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.*

*L'autorisation préalable du conseil d'administration sera requise dans les conditions prévues par la loi.*

*Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.*

**ARTICLE 17 ~ CONVENTIONS INTERDITES**

*Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte-courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.*

*La même interdiction s'applique au directeur général, aux directeurs généraux délégués et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent article, ainsi qu'à toute personne interposée.*

**ARTICLE 18 ~ COMMISSAIRES AUX COMPTES**

*Le contrôle de la Société est exercé, dans les conditions fixées par la loi, par un ou plusieurs commissaires aux comptes remplissant les conditions légales d'éligibilité. Lorsque les conditions légales sont réunies, la Société doit désigner au moins deux commissaires aux comptes.*

*Chaque commissaire aux comptes est nommé par l'assemblée générale ordinaire.*

**TITRE IV**

**ASSEMBLEES GENERALES**

**ARTICLE 19**

*Les assemblées générales sont convoquées et réunies dans les conditions fixées par la loi.*

*Lorsque la société souhaite recourir à la convocation par télécommunication électronique au lieu et place d'un envoi postal, elle doit préalablement recueillir l'accord des actionnaires intéressés qui indiqueront leur adresse électronique.*

*Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.*

*Le droit de participer aux assemblées est régi par les dispositions légales et*

réglementaires en vigueur et est notamment subordonné à l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte au deuxième (2<sup>ème</sup>) jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'actionnaire, à défaut d'assister personnellement à l'assemblée, peut choisir entre donner une procuration à un autre actionnaire, à son conjoint ou au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou encore à toute personne de son choix, voter à distance ou adresser une procuration à la société sans indication de mandat, dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Le conseil d'administration peut organiser, dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur, la participation et le vote des actionnaires aux assemblées par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Si le conseil d'administration décide d'exercer cette faculté pour une assemblée donnée, il est fait état de cette décision du conseil dans l'avis de réunion et/ou de convocation. Les actionnaires participant aux assemblées par visioconférence ou par l'un quelconque des autres moyens de télécommunication visés ci-dessus, selon le choix du conseil d'administration, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par le directeur général, par un directeur général délégué s'il est administrateur, ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée présents, et acceptant ces fonctions, qui disposent du plus grand nombre de voix. Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

L'assemblée générale ordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale ordinaire réunie sur deuxième convocation délibère valablement quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale extraordinaire, réunie sur deuxième convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité de deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, par un administrateur exerçant les fonctions de directeur général ou par le secrétaire de l'assemblée.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires exercent leurs pouvoirs respectifs dans les conditions prévues par la loi.

## TITRE V RESULTATS SOCIAUX

### ARTICLE 20 ~ EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année.

**ARTICLE 21 ~ BENEFICES - RESERVE LEGALE**

*Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est obligatoirement fait un prélèvement d'au moins cinq pour cent (5 %) affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social.*

*Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.*

**ARTICLE 22 ~ DIVIDENDES**

*S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'approuvés par l'assemblée générale, l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer sous forme de dividendes.*

*Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes seront prélevés en priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.*

*Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée générale ou, à défaut, par le conseil d'administration.*

*Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.*

*L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice pourra accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.*

*De la même façon, l'assemblée générale ordinaire, statuant dans les conditions prévues à l'article L. 232-12 du Code de commerce pourra accorder à chaque actionnaire un acompte sur dividendes et pour tout ou partie dudit acompte sur dividende, une option entre le paiement de l'acompte sur dividende en numéraire ou en actions.*

*L'offre de paiement en actions, le prix et les conditions d'émission des actions ainsi que la demande de paiement en actions et les conditions de réalisation de l'augmentation de capital seront régis par la loi et les règlements.*

*Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié conforme par le ou les commissaires aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des présents statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, le conseil d'administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice ainsi que d'en fixer le montant et la date de répartition. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au présent alinéa. Dans ce cas, le conseil d'administration ne pourra faire usage de l'option décrite aux alinéas ci-dessus.*

**TITRE VI****DISSOLUTION - LIQUIDATION****ARTICLE 23 ~ DISSOLUTION ANTICIPEE**

*L'assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la Société.*

**ARTICLE 24 ~ PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL**

*Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration doit, dans*



les quatre mois de l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum des sociétés anonymes, être réduit d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

A défaut de réunion de l'assemblée générale, comme dans le cas où cette assemblée n'a pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

#### **ARTICLE 25 ~ EFFETS DE LA DISSOLUTION**

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. Sa personnalité morale subsiste pour les besoins de cette liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Pendant toute la durée de la liquidation, l'assemblée générale conserve les mêmes pouvoirs qu'au cours de l'existence de la Société.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

#### **ARTICLE 26 ~ NOMINATION DES LIQUIDATEURS - POUVOIRS**

A l'expiration de la durée de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi. La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions des administrateurs, du président, du directeur général et des directeurs généraux délégués.

#### **ARTICLE 27 ~ LIQUIDATION - CLOTURE**

Après extinction du passif, le solde de l'actif est d'abord employé au paiement aux actionnaires du montant du capital versé sur leurs actions et non amorti.

Le surplus, s'il y a lieu, sera réparti entre toutes les actions.

Les actionnaires sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion des liquidateurs et la décharge de leur mandat, et pour constater la clôture de la liquidation.

La clôture de la liquidation est publiée conformément à la loi.

#### **TITRE VII**

#### **NOTIFICATIONS**

#### **ARTICLE 28**

Toutes notifications prévues aux présents statuts devront être faites par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Simultanément, un double de la notification devra être envoyé à son destinataire par courrier simple. "

Vote :

Cette proposition est adoptée comme repris ci-après :

|                   |           |
|-------------------|-----------|
| <b>POUR</b>       | 6 962.382 |
| <b>CONTRE</b>     | /         |
| <b>ABSTENTION</b> | /         |

**QUATRIEME RÉSOLUTION: Nomination du commissaire. Prise de connaissance de la démission des administrateurs et du commissaire et de la nomination des nouveaux administrateurs et des commissaires aux comptes.**

I. L'assemblée prend acte de et accepte la démission des administrateurs suivants de la Société, et ce prenant effet sous la condition suspensive et à partir de la Réalisation du Transfert :

- Monsieur **ALLEMANE Remy**, demeurant immeuble Mirca, zone 4, Abidjan, Cote d'Ivoire, titulaire du numéro de registre bis 60.44.03-111.09 ;
- Monsieur **DE GEFFRIER Jacques Antoine**, demeurant 32 avenue Bugeaud, 75116 Paris, France, titulaire du numéro de registre bis 45.44.16-045.49 ;
- Monsieur **OSSELAER Robert Cécil Georges**, demeurant l'Avenue des Champs 1, 1420 Braine-l'Alleud (Belgique), titulaire du numéro de registre national 49.12.18-343.36 ;
- Monsieur **LAMOTTE Hugues**, demeurant Chalet Chrisiflor, route du Golf, BP 1635 Verbier, Suisse, titulaire du numéro de registre national 41.47.21-033.42 ;
- Monsieur **MONCHEUR DE RIEUDOTTE Pierre Camille Alix Marie Ghislain**, demeurant 5 rue Etienne Dumont à 1204 Genève, Suisse, titulaire du numéro de registre national 54.04.01-179.80.

II. L'assemblée prend acte de l'expiration du mandat de commissaire de la Société, la société civile sous la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée **KPMG Bedrijfsrevisoren – Réviseurs d'Entreprises**, à ~~1130 Bruxelles, avenue du Bourget 40,~~ représentée par Benoit Van Roost, réviseur d'entreprises, à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et décide de renouveler son mandat de commissaire de la Société afin d'auditer les comptes sociaux et consolidés relatifs à la période s'étendant du 1<sup>er</sup> janvier 2018 jusqu'à la date de Réalisation du Transfert, étant entendu que ce mandat prendra fin de plein droit du fait de la Réalisation du Transfert.

III. L'assemblée décide de nommer en qualité d'administrateurs de la Société en tant que société anonyme de droit français, pour une durée de six années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et ce prenant effet sous la condition suspensive et à partir de la Réalisation du Transfert :

- Monsieur **ALLEMANE Remy**, prénommé ci-dessus ;
- Monsieur **DE GEFFRIER Jacques Antoine**, prénommé ci-dessus ;
- Monsieur **OSSELAER Robert**, prénommé ci-dessus ;
- Monsieur **LAMOTTE Hugues**, prénommé ci-dessus ;
- Monsieur **MONCHEUR DE RIEUDOTTE Pierre**, prénommé ci-dessus ;
- Madame **WAJSMAN Catherine**, demeurant 32 avenue Georges Mandel à 75116 Paris, France ;
- Monsieur **FOUCHET Serge**, demeurant 1 rue Edgar Faure à 75015 Paris, France.

IV. L'assemblée décide de nommer en qualité de commissaires aux comptes titulaires de la Société en tant que société anonyme de droit français, pour une durée de six exercices venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et ce prenant effet sous la condition suspensive et à partir de la Réalisation du Transfert :

- **AUDISSEY**, dont le siège social est situé 85 rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris, représentée par Monsieur **PALIES Jean-Baptiste** ;
- **INTERNATIONAL AUDIT COMPANY**, dont le siège social est situé -46 rue du Général Foy - 75008 Paris, représentée par Monsieur **CAILLET François**.

le cas échéant,  
MPC

Luchthaven  
Brussel Nationaal  
1 K, 1930  
Zaventem

MPC

Vote :

Cette proposition est adoptée comme repris ci-après :

|                   |           |
|-------------------|-----------|
| <b>POUR</b>       | 6.962.382 |
| <b>CONTRE</b>     | /         |
| <b>ABSTENTION</b> | /         |

**CINQUIEME RÉSOLUTION : Délégation de pouvoirs.**

L'assemblée décide de déléguer les pouvoirs suivants (i) à tout avocat du cabinet CMS DeBacker, avec faculté de subdélégation, pour exécuter les décisions prises à l'occasion de cette assemblée générale extraordinaire afin de, notamment mais sans être limité à, modifier et/ou radier l'immatriculation de la Société auprès de la Banque Carrefour des Entreprises et auprès de toute administration compétente en Belgique et (ii) à chaque avocat et/ou collaborateur du cabinet HBC Avocats (France), avec faculté de subdélégation, afin de procéder à toutes les formalités utiles et nécessaires en France pour réaliser le transfert du siège social, de l'établissement principal, de l'administration centrale et du lieu de gestion effective de la Société de la Belgique vers la France.

L'assemblée confère tous pouvoirs aux personnes susvisées, chacune agissant seule, avec droit de substitution, afin (pour autant que nécessaire) de comparaître devant le notaire soussigné ou un de ses associés afin de faire constater la Réalisation du Transfert du siège de la Société et afin de lui remettre un extrait délivré par le Registre du Commerce et des Sociétés de Paris (France) attestant l'immatriculation de la Société.

Vote :

Cette proposition est adoptée comme repris ci-après :

|                   |           |
|-------------------|-----------|
| <b>POUR</b>       | 6.962.382 |
| <b>CONTRE</b>     | /         |
| <b>ABSTENTION</b> | /         |

**CLAUSES FINALES****INFORMATION - CONSEIL**

Les parties déclarent que le notaire les a entièrement informées sur leurs droits, obligations et charges découlant des actes juridiques dans lesquels elles sont intervenues et qu'il les a conseillées en toute impartialité.

**DROIT D'ECRITURE**

Le droit d'écriture s'élève à nonante-cinq euros (95 EUR).

**IDENTITE**

Le notaire confirme le nom, prénoms, date et lieu de naissance et domicile des membres du bureau au vu de leur carte d'identité, ainsi que des actionnaires, le cas échéant leurs mandataires, qui ont demandé au notaire soussigné de signer le présent procès-verbal.

**CLOTURE DE LA REUNION**

La séance est levée.

**DONT PROCES-VERBAL**

Dressé lieu et date que dessus.

Après lecture partielle et commentée de l'acte, les membres du bureau ainsi que les actionnaires et les mandataires des actionnaires qui en expriment le désir, et moi, notaire, avons signé.

|   |
|---|
| Approuvé la<br>rature de ..4.<br>lignes, ..4.<br>lettres, ..4.<br>chiffres et<br>10 mots nuls |
|---|